

L'Eglise catholique multiplie les attaques contre le Téléthon

Vive controverse éthique à propos du Téléthon

L'archevêque de Paris et l'évêque de Gap ont dénoncé, mardi 28 novembre, l'utilisation d'une partie des dons pour des recherches qui, selon eux, confinent à l'eugénisme

Jean-Yves Nau

Organisée les 8 et 9 décembre, la vingtième édition du Téléthon battra-t-elle le record des dons effectués l'année précédente, 104 millions d'euros en 2005 ? Une controverse éthique sans précédent suscite la colère de Laurence Tiennot-Herment, la présidente de l'AFM (Association française contre la myopathie) et pourrait avoir des conséquences sur le montant des sommes réunies pour le financement de la recherche sur les maladies génétiques et orphelines.

Il y a deux semaines apparaissaient, émanant des milieux catholiques les plus conservateurs, les premières menaces de boycottage vis-à-vis de cette manifestation caritative de grande ampleur (Le Monde du 11 novembre). La polémique prend aujourd'hui une nouvelle dimension avec les déclarations de trois responsables de l'Eglise catholique. Invité le mardi 28 novembre sur RMC pour commenter le voyage de Benoît XVI en Turquie, Mgr André Vingt-Trois, archevêque de Paris, s'est, pour la première fois, exprimé sur cette question. « Le Téléthon est une oeuvre généreuse, qui a permis d'abord et avant tout de sortir de l'anonymat des enfants myopathes, a-t-il expliqué. Mais ce n'est pas parce que c'est une oeuvre généreuse qu'on doit signer un chèque en blanc et estimer que tout ce qu'ils font est bien. » Mgr Vingt-Trois a confié être gêné que l'on puisse utiliser les dons du Téléthon pour des recherches qui confinent, selon lui, à l'eugénisme.

Dénonçant également le financement via le Téléthon de recherches scientifiques qui « instrumentalisent l'embryon humain », l'archevêque s'est déclaré opposé à la pratique du diagnostic pré-implantatoire aujourd'hui officiellement mise en oeuvre en France dans trois centres spécialisés, à Paris, Strasbourg et Montpellier. « Qui décide des critères du tri ? Pour établir quel diagnostic ? Qui décide que tel homme n'a pas le droit de vivre ?, s'est-il interrogé. Si on va vers cette société, c'est pire que le monde d'Orwell. »

Mgr Vingt-Trois a encore dénoncé le fait que certains « crient au scandale » alors que « des gens posent des questions ». « Il est au moins naturel et normal que ceux qui financent la recherche puissent dire quelque chose sur la recherche qu'ils financent », a-t-il expliqué, ajoutant qu'il continuerait à donner pour le Téléthon « si on a la possibilité d'infléchir ou d'orienter nos dons ».

L'archevêque de Paris espère que les responsables de l'Association française contre les myopathies (AFM), organisatrice de cette manifestation, « accepteront d'entendre nos questions ». Interrogé, mardi 28 novembre, sur RTL, Mgr Jean-Michel di Falco, évêque de Gap, a développé la même position en ajoutant qu'il s'interrogeait sur la question de savoir s'il fallait ou non, cette année, donner de l'argent à l'AFM.

« FLÉCHAGE DES DONS »

« A une époque où on parle dans tous les domaines de transparence, on est en droit de demander à ceux qui gèrent les dons du Téléthon de faire savoir précisément quel est l'usage qui est fait de l'argent qui est donné, a-t-il fait valoir. Il ne s'agit pas de partir en croisade ni de dire «on boycotte» sans nuance, sans réflexion. On doit pouvoir poser la question et dire «dites-nous quel usage est fait des dons que nous faisons» et, à partir de ce moment, ceux qui, en conscience, se trouvent en désaccord avec l'usage qui pourrait en être fait, se déterminent et donnent ou ne donnent pas. »

Pour sa part, Mgr Michel Dubost, évêque d'Evry-Corbeil-Essonnes, précise dans un entretien accordé à La Croix du 29 novembre que ce sont 2 % des fonds collectés (104 millions d'euros en 2005) qui sont consacrés au financement des recherches sur des embryons ayant fait l'objet d'un tri par diagnostic pré-implantatoire. Selon lui, ces recherches - menées pour l'essentiel par l'équipe du professeur Marc Peschanski au sein du Généthon - heurtent les catholiques, pour lesquels « l'homme ne doit pas être l'objet de manipulation ». « Il nous faut accepter, concède Mgr Dubost, que l'éthique chrétienne soit plus, à elle seule, celle qui soutient et anime l'éthique de la société. En même temps, on doit entendre notre avis, notre divergence. (...) Il est clair que nous ne sommes pas obligés de donner de l'argent à des causes qui iraient contre ce qui nous paraît essentiel. Mais cela ne sert à rien de condamner sans appel, surtout quand il s'agit de recherches menées dans un cadre purement légal et dans un esprit de défense de la vie. »

Quel sera l'impact de ces propos sur le prochain Téléthon ? Des contacts discrets avaient été pris ces derniers jours entre des représentants de l'Eglise catholique et des responsables de l'AFM afin d'étudier comment une solution pourrait être trouvée via, notamment, un « fléchage des dons ». Les responsables scientifiques qui, il y a peu encore, dénonçaient l'obscurantisme des milieux conservateurs catholiques ont pris la décision, mardi, de ne plus s'exprimer publiquement avant le 9 décembre afin de ne pas nuire à l'opération caritative. Pourront-ils garder le silence ?

Contrairement aux consignes de silence adoptées par son association, Laurence Tiennot-Herment, présidente de l'AFM, a vivement dénoncé, mercredi, sur France-Info, les prises de position des trois responsables catholiques. « Je suis choquée et outrée parce que ce débat n'est absolument pas d'actualité, a-t-elle notamment déclaré. Je trouve profondément choquant que l'on puisse mettre à mal l'espoir de tant de familles. »

C'est dans ce contexte que les responsables de l'Agence de biomédecine ont, mardi, publié un communiqué rappelant l'ensemble des dispositions législatives et réglementaires qui, depuis plus de deux ans, autorisent le diagnostic pré-implantatoire.

Jean-Yves Nau

Laurence Tiennot-Herment préside l'Association française contre les myopathies (AMF).
PHOTO : BERTRAND GUAY/AFP.